

DANS L'ACTUALITE du 7 au 10 novembre 2014

**Textes officiels**

JORF n° 0259 du 8 novembre 2014

*Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*

[Décret n° 2014-1274 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « le silence vaut acceptation » sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article \(ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche\) \(rectificatif\)](#)

*Ministère des finances et des comptes publics*

[Décret n° 2014-1281 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance des décisions implicites d'acceptation prévues au II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations \(ministère des finances et des comptes publics et ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique\) \(rectificatif\)](#)

[Décret n° 2014-1282 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations \(ministère des finances et des comptes publics et ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique\) \(rectificatif\)](#)

*Ministère de l'intérieur*

[Décret n° 2014-1293 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations \(rectificatif\)](#)

*Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*

[Décret n° 2014-1298 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations \(ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt\) \(rectificatif\)](#)

Modification de certaines dispositions applicables aux contrats de concession de travaux publics

[Décret n° 2014-1341 du 6 novembre 2014 modifiant le décret n° 2010-406 du 26 avril 2010 relatif aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique](#)

JORF n° 0258 du 7 novembre 2014

Publication des trois ordonnances visant à simplifier les relations entre les particuliers et l'Administration, et présentées en Conseil des Ministres

[Ordonnance n° 2014-1328 du 6 novembre 2014 relative à la communication des avis préalables](#)

[Ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial](#)

[Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique](#)

## Projet de loi

Nouvelle organisation territoriale de la République : le deuxième volet de la réforme territoriale devant le Sénat

[Le Sénat a entamé ses travaux sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République \("NOTRe"\).](#)

Opposabilité des objectifs et orientations d'un schéma de cohérence territoriale approuvé lorsqu'une commune se retire du périmètre du schéma

[Proposition de loi visant à maintenir temporairement l'opposabilité des objectifs et orientations d'un schéma de cohérence territoriale approuvé lorsqu'une commune se retire du périmètre du schéma du 5 novembre 2014](#)

## Jurisprudence

Absence de la signature électronique de l'acte de d'engagement

[CE 7 novembre 2014 \*ministre des finances et des comptes publics\*, req. n° 383587](#)

Obligations de publicité et de mise en concurrence, obligation de communication des caractéristiques et les avantages relatifs de l'offre retenue

[CE 7 novembre 2014 \*syndicat départemental de traitement des déchets ménagers de l'Aisne \(Valor'Aisne\)\*, req. n° 384014](#)

Pas de restriction à exciper de l'illégalité d'un PLU lorsqu'un recours contre ce plan est pendant devant le juge

[CE 5 novembre 2014 \*SCA de Château-l'Arc\*, req. n° 362021](#)

Unités touristiques nouvelles, terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés et itinéraires balisés sur neige

[CE 5 novembre 2014 \*Saint-Martin-de-Belleville\*, req. n° 365121](#)

La loi instituant la dépenalisation du stationnement payant n'est pas une loi pénale plus douce

[CE 5 novembre 2014 \*Madame A.\*, req. n° 383586](#)

## Vu par ailleurs

Administration

Nouvelle rubrique sur [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr) : Tableau des procédures pour lesquelles le silence gardé par l'administration sur une demande vaut accord

[Cette liste n'a pas par elle-même de valeur juridique. Elle est publiée aux fins d'information du public. Elle recense les procédures qui n'entrent dans aucune des exceptions prévues par la loi ou par les décrets qui prévoient, dans les conditions fixées par la loi, des dérogations au principe du « silence vaut accord ».](#)

Contrat public

Méthode de notation : le Conseil d'Etat précise la frontière entre pouvoir du juge et liberté de l'acheteur public

[Par deux arrêts du 22 octobre et 3 novembre 2014, le Conseil d'Etat se livre à une démonstration pratique des limites de l'étendue du pouvoir d'appréciation des juges administratifs concernant la méthode de notation.](#)

Source : [localtis.info.fr](http://localtis.info.fr) du 07/11/2014

Le Sénat confirme la mise sous tutelle de certains PPP

[Dans le cadre de la discussion sur le projet de loi de programmation des finances publiques \(PLPFP\) pour les années 2014 à 2019, le Sénat a confirmé, le 6 novembre, la mainmise de l'Etat sur certains partenariats public-privé passés par certains organismes relevant de la catégorie des administrations publiques centrales, par les établissements publics de santé et par les structures de coopération sanitaire. Les sénateurs ont ajusté la rédaction de l'article 29 bis du projet de loi que l'Assemblée nationale avait adopté le 15 octobre \(voir notre article\).](#)

Source : le Moniteur du 07/11/2014

La Lettre de la DAJ n° 175 est parue

[Le silence valant accord, accélérateur du mouvement de simplification](#)

Source : DAJ du 06/11/2014

Urbanisme

Altarea Cogedim va investir 400 millions dans la rénovation-extension du plus ancien centre commercial de France

[Avec une surface de plancher portée à 135 000 m², Cap 3000 à Saint-Laurent-du-Var \(Alpes-Maritimes\) veut compter parmi les plus grands commerciaux d'Europe situés en front de mer.](#)

Source : le Moniteur du 07/11/2014

Lancement de la wikimap'Projets, une carte collaborative sur l'aménagement en Ile-de-France

[En ligne depuis le 5 novembre, la carte wikimap'Projets, réalisée sur OpenStreetMap \(OSM\), localise l'ensemble des projets franciliens d'aménagement urbain et leur nature : logement, zones d'activités, projets mixtes, équipements métropolitains et espaces verts.](#)

Source : localtis.info du 07/11/2014

L'immobilier commercial aura aussi sa carte d'identité

[Bureau Véritas et de grands noms de l'immobilier d'entreprise présentent Building in One, une solution numérique inédite et innovante. Cet agrégateur de données sur les immeubles se met au service des propriétaires et des gestionnaires de biens avec deux mots-clés : traçabilité et partage.](#)

Source : le Moniteur du 07/11/2014

Accessibilité des ERP : décryptage du décret Ad'Ap

[En application de l'Ordonnance du 26 septembre 2014, un décret publié le 6 novembre détermine les conditions de demande et de mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmée \(Ad'Ap\). Décryptage.](#)

Source : la gazette des communes du 07/11/2014

La SNCF va se lancer dans la construction et la rénovation de 3000 logements par an jusqu'en 2018

[La SNCF poursuivra via une future branche SNCF Immobilier, ses cessions de terrains et développera son rôle de gestionnaire d'actifs \(bureaux, entrepôts, ateliers ou logements\), a expliqué vendredi 7 novembre aux Echos, Sophie Boissard, actuelle directrice générale déléguée du groupe et future directrice de la nouvelle branche.](#)

Source : le Moniteur du 07/11/2014

Environnement

La transition énergétique est lancée : c'est le moment de rénover !

[Pour accompagner l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi de transition énergétique pour la croissance verte présentée par Ségolène Royal, la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Sylvia Pinel, la ministre du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité et l'ADEME s'associent dans une grande campagne de communication pour inciter les Français à rénover leur logement.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 07/11/2014

Ségolène Royal lance le plan de réduction et de valorisation des déchets

[Ségolène Royal a présidé aujourd'hui une réunion extraordinaire du Conseil national des déchets pour finaliser avec l'ensemble des parties prenantes le plan de réduction et de valorisation des déchets 2014-2020, qui prolonge le volet « économie circulaire » du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 07/11/2014

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement remobilise ses troupes

[Une instruction du ministère de l'Ecologie, mise en ligne ce 6 novembre, relative à l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement présente la nouvelle gouvernance nationale de la mission "Système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement" \(Sispea\) pilotée par l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques \(Onema\).](#)

Source : localtis.info du 07/11/2014

Collectivité territoriale

### La baisse des dotations de l'Etat pèse sur l'investissement des communautés urbaines

[La baisse des dotations financières de l'Etat aux collectivités pèse sur l'investissement des communautés urbaines et des métropoles, par conséquent sur le dynamisme économique et l'emploi de ces territoires, selon leurs représentants réunis à Lyon jeudi 6 et vendredi 7 novembre.](#)

Source : le Moniteur du 07/11/2014

### Départements et régions s'accordent sur les routes et les collèges, pas sur l'économie

[Présent au congrès de l'ADF, le président de la région Aquitaine, Alain Rousset, s'est prononcé contre le transfert du département à la région des routes et collèges, responsabilités que souhaitent conserver les départements. En revanche, le pouvoir de subsidiarité réclamé par les exécutifs départementaux sur le développement économique ne l'enchantent guère. Aussi réclame-t-il les coudées franches en la matière pour les régions.](#)

Source : le Courrier des maires du 07/11/2014

### Vu dans les revues

AJDA n° 38-2014 du 10 novembre 2014 p.2180, *Les habits neufs de la clause exorbitante*, par Jena Lessi et Louis Dutheillet de Lamothe

Contrats et marchés publics – Revue LexisNexis – novembre 2014 p.7, *Les évolutions du régime juridique applicable à l'offre qualifiée d'anormalement basse*, par Laurent Liguori

Contrats et marchés publics – Revue LexisNexis – novembre 2014 p.292, *Etendue et modalités du contrôle des capacités d'un candidat par le juge*, par Gabriel Eckert

RDI n° 11 – novembre 2011 p.561, *La SEMOP*, par Rozen Noguellou

RDI n° 11 – novembre 2014 p.571, *Un nouveau domaine public immobilier, les pistes de ski*, par Norbert Foulquier

RDI n° 11 – novembre 2014 p.588, *Application restrictive de l'article L.600-7 du code de l'urbanisme*, par Pierre Soler-Couteaux

La gazette des communes n° 42/2244 du 10 novembre 2014 p.50, *L'aménagement commercial après les lois "Alur" et "Pinel"*, par Philippe Peynet

## Presse

Le Grand Lyon joue les éclaireurs de la réforme territoriale

[La future métropole a trouvé un accord financier avec le Conseil général du Rhône. Les syndicats et l'exécutif restent en conflit sur les statuts.](#)

Source : Les Echos du 10/11/2014

Trois ténors plaident pour le statut d'avocat en entreprise

[Avocat en entreprise ou « legal privilege » pour les juristes ? Alors que le gouvernement prépare un projet de loi qui devrait voir le jour en janvier prochain pour trancher cette question, une partie des avocats sont réticents à l'idée de voir fusionner les deux professions.](#)

Source : Les Echos du 10/11/2014

Comment le gouvernement peut-il « mettre la pression » sur les sociétés d'autoroutes ?

[Le gouvernement est décidé à « mettre beaucoup plus de pression sur les sociétés d'autoroutes », comme l'a rappelé le ministre de l'économie, Emmanuel Macron au cours du magazine « Capital » diffusé sur M6 dimanche 9 novembre.](#)

Source : le Monde du 10/10/2014

Angoulême lance de grands travaux

[Angoulême, capitale de la bande dessinée, n'a pas laissé passer l'occasion. L'arrivée de la ligne à grande vitesse \(LGV\) Sud Europe Atlantique en 2017, qui la mettra à 35 minutes de Bordeaux et 1 h 45 de Paris, est l'occasion d'engager de grands travaux. La ville a lancé un projet d'ampleur, qui vise à ré-aménager 33 hectares sur le secteur de la gare et va mobiliser 160 millions d'euros d'investissement.](#)

Source : le Monde du 09/10/2014